

EDUCATION

REVUE DE PRESSE

N° 0041

REVUE DE PRESSE EDUCATION
DU 04 AU 08 AVRIL 2022



Première édition du concours Hackathon :

L'Ifan développe des applications en langues nationales

INFRASTRUCTURES SCOLAIRES :

La fin du remplacement des abris provisoires annoncée pour 2025



DÉFICIT D'ENSEIGNANTS DANS LES CASES DES TOUT-PETITS

Première édition du concours Hackathon : L'Ifan développe des applications en langues nationales



Tester le niveau des plus jeunes mais aussi faire le trait d'union entre langue et science : c'est l'un des objectifs du concours de Hackathon lancé par l'Institut fondamental d'Afrique noire (Ifan) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. L'Ifan, en lançant ce concours, veut ainsi répondre à la question du développement des langues nationales qui a été posée par le Pr Cheikh Anta Diop dans son œuvre fondamentale, Nations Nègres et Cultures. Pour faciliter la vie des usagers, touchant à des domaines tels que l'éducation, la santé et la citoyenneté, l'Institut fondamental d'Afrique noire (Ifan) a lancé le concours de développement d'applications, Hackathon. Pour cette première édition, le champ d'intervention concerne les langues wolof et pulaar.

Le Quotidien

FAWE SÉNÉGAL : Campagne de sensibilisation sur les violences basées sur le genre



En 26 ans de présence au Sénégal, le FAWE a un bilan satisfaisant. Selon sa présidente, Anta Fall Basse Konté, l'Ong a influé positivement sur le système éducatif à travers le renforcement de capacités des enseignantes, la promotion de l'éducation des filles, la sensibilisation sur les violences basées sur le genre en milieu scolaire. Dans cet entretien, Mme Konté revient sur les différentes initiatives de l'organisation qui touchent les 16 académies du pays. « D'association en 1996, le Fawe Sénégal est devenu une Ong en 2001, et depuis lors, nous n'avons cessé d'œuvrer à la promotion de l'éducation des filles. Nous avons offert des bourses à des filles de conditions sociales difficiles ou en difficulté d'apprentissage ».

Le Soleil

La Télévision Canal éducation officiellement sur le canal 45 de la TV d'Orange



C'est fait. La chaîne de Télévision Canal éducation du ministère de l'Éducation nationale émet désormais sur la TV d'ORANGE sur le canal 45. Le ministre Mamadou Talla a signé avec le DG de la SONATEL la convention qui fixe les modalités et conditions dans lesquelles son département autorise la SONATEL à diffuser la chaîne CANAL EDUCATION sur ses plateformes de services IP et mobile. Pour le ministre Mamadou Talla, il s'agit d'une chaîne à but non lucratif, ayant un contenu entièrement pédagogique. Avec cet outil de plus, les plateformes du ministère coordonnées par le projet du Ministère de l'Éducation pour le développement du Télé-enseignement (PROMET) et le SIMEN, s'enrichit au grand bonheur des enseignants et des élèves qui pourront accéder aux ressources numériques en tout temps et en tout lieu.

Source A

DÉFICIT D'ENSEIGNANTS DANS LES CASES DES TOUT-PETITS



Le gap sera comblé avec la sortie de 681 animateurs. La Directrice de l'Agence nationale de la petite enfance et de la Case de tout-petits (Anpectp), Maimouna Cissokho Khouma a révélé, ce mardi, à Rufisque, que le gap de personnel dans les cases des tout-petits sera soldé avec la sortie de 681 animateurs qui ont bénéficié d'une formation en 2022. Selon Mme Khouma, conformément à la directive de 2015 relative à la généralisation de la prise en charge de la petite enfance, l'Anpectp avait un gap d'enseignants qu'elle est en train de résorber à travers la formation de ces animateurs polyvalents.

Le Soleil

Coopération universitaire : Le MES ivoirien reçu par le Recteur de l'UCAD



Le Ministre ivoirien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Adama Diawara, séjourne actuellement au Sénégal. Selon une note de la Direction de la communication de l'UCAD, il a été reçu le 4 avril dernier, par le Recteur de l'UCAD, le Pr Ahmadou Aly Mbaye. Les discussions ont tourné autour de la coopération interuniversitaire, de la gouvernance des universités et du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames). Lors des échanges, précise la Direction de la communication, les deux autorités sont largement revenues sur la coopération entre l'UCAD et les universités ivoiriennes.

Le Soleil

INFRASTRUCTURES SCOLAIRES : La fin du remplacement des abris provisoires annoncée pour 2025

Le MEN a, dans un communiqué, fait le point sur le remplacement des abris provisoires. La fin du processus est prévue en 2025. Le gouvernement travaille au remplacement des abris provisoires. C'est dans ce cadre que le Projet de remplacement des abris provisoires (Prorap) a été lancé en 2018. Selon un communiqué de la Direction de la formation et de la communication du MEN, en date du 5 avril 2022 et reçu hier, le processus de remplacement des abris pourrait prendre fin en 2025. « Au total, on est passé de 8.822 abris provisoires en 2011 à 4.921 en 2022. Étant donné que les autorisations de nouvelles créations sont assujetties à la construction de salles de classe, le processus de remplacement des abris provisoires pourrait se terminer en fin 2025 », a renseigné, dans le document, Mohamed Moustapha Diagne, le Directeur de la formation et de la communication.

Le Soleil

FAIBLE REPRÉSENTATIVITÉ : Les femmes universitaires veulent changer la donne



Les femmes universitaires ont plaidé ce mercredi, à l'occasion d'un panel organisé par la cellule genre de l'UCAD, pour leur accès aux postes de responsabilité et aux instances de décision. La question du genre ne laisse pas les femmes universitaires indifférentes. Elles sont revenues sur l'impérieuse nécessité de briser « les stéréotypes sexistes et barrières d'ordre socio-culturel » qui constituent, selon elles, des obstacles à l'avancement et à l'épanouissement intellectuel des enseignantes-chercheuses du supérieur dans nos universités. D'après Mme Kouro Kane Niang, ancienne professeur de Lettres à la Fastef, même s'il y a eu des avancées ces dernières années, il y a toujours une sous-représentation des femmes dans l'espace universitaire.

Le Soleil

Macky Sall chante ses réalisations dans le secteur de l'Enseignement supérieur



Macky Sall a réuni les recteurs d'université et autres directeurs d'instituts pour échanger, réfléchir et orienter les prises de décision pour améliorer le système d'enseignement. Le Président Sall a prononcé une leçon inaugurale devant les recteurs d'universités et autres directeurs d'instituts. Il s'agit, selon lui, d'examiner avec eux les voies et moyens d'améliorer le système d'enseignement supérieur et de recherche pour qu'il reste à la hauteur des ambitions et au plus près des réalités de notre temps. Profitant de l'occasion, le chef de l'Etat est revenu sur ses actions en faveur du système. Ainsi, il indique que les dotations budgétaires du secteur de l'Enseignement supérieur sont passées de 117 milliards en 2012 à 241 milliards en 2022 soit plus du double en dix ans.

L'As

Repenser le modèle économique universitaire



Une des recommandations du Président de la République a été de repenser notre modèle économique d'enseignement supérieur. Selon Macky Sall, le modèle économique universitaire ne doit pas seulement dépendre de l'État. « Il faut repenser le modèle économique des universités car, avec la massification des effectifs, l'État ne peut pas tout faire », a indiqué le Chef de l'État. Il a ajouté que cette réflexion sur le modèle économique est nécessaire y compris la question des bourses. Il a souligné que les universités ont les ressources humaines et doivent pouvoir s'organiser en bureaux d'études afin de gagner des parts de marché. Selon lui, il s'agit de voir comment rendre viable l'enseignement, la recherche, le cadre de vie dans les universités et apporter une solution à nos besoins.

Le Soleil

Recteurs et directeurs des œuvres universitaires expriment leurs doléances

Suite à l'information donnée par le ministre du travail Samba Sy, ce mardi 05 avril 2022 à l'Assemblée nationale sur le projet de loi n° 31/2021 complétant certaines dispositions de la loi n° 97 - 17 du 1er décembre 1997 portant code du travail, relatives à la protection de la femme en état de grossesse, les femmes de la cellule genre de l'UCAD saluent à sa juste valeur la décision. C'était à l'occasion de leur panel sur l'état des lieux de la promotion des droits de la femme dans l'enseignement tenu ce matin à l'UCAD 2. La présidente de la cellule, Mme Arame Ndoye Gaye, affirme que cette décision est très bien appréciée par les femmes surtout les enseignantes.

Ziguinchor accueille les recteurs et ministres de la sous-région

L'Agence Universitaire de la Francophonie et l'Université Assane Seck de Ziguinchor co-organisent la 1ère Conférence Internationale des ministres et recteurs de la Ségambie méridionale les 7 et 8 avril 2022 à Ziguinchor. Selon le communiqué, cette Conférence réunira le Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie, le Professeur Slim Khalbous et les délégations ministérielles et universitaires de cinq pays : Sénégal, Cap-Vert, Guinée Conakry, Guinée Bissau et Gambie. Elle vise à identifier les possibilités de partenariat entre les établissements d'enseignement supérieur de la région, et de tisser des liens de coopération pour répondre aux défis communs.

Formation : Convention entre ONFP et AIMS

L'application des sciences mathématiques dans la formation professionnelle, c'est l'ambition de la convention de partenariat signée ce jeudi 31 mars 2022 à Mbour entre l'Office national de Formation professionnelle (ONFP) et l'Institut Africain de Sciences Mathématiques (AIMS) basé sur la Petite Côte. En nouant une alliance avec AIMS, « l'ONFP entend concrétiser une vision de Son Excellence Macky Sall, Président de la République qui considère l'enseignement des sciences et de la technologie comme un enjeu stratégique » a affirmé Dr Souleymane Soumaré Directeur Général de l'ONFP. Les nombreuses demandes de formation à l'ONFP dans les sciences mathématiques seront désormais prises en charge ce qui n'était pas le cas jusqu'ici.

Le Maroc participera à une table ronde sur l'éducation en Israël

Le Maroc et Israël poursuivent leur dynamique dans le secteur de l'éducation. Le ministère marocain des Affaires étrangères a demandé au ministère de l'Éducation d'inviter les chefs d'université du royaume à participer ce mois-ci à une table ronde organisée par le Centre international pour la diplomatie israélienne à l'Université Reichman à Herzliya, près de Tel-Aviv, fait savoir Middle East Monitor. Au cours de cette rencontre qui sera présidée par l'ambassadeur Ron Prozor, directeur de l'Institut Abba-Eban pour la diplomatie, au Centre interdisciplinaire d'Herzliya, les discussions porteront sur les possibilités de coopération entre les deux pays.

Bladi.net

Québec propose une loi pour libérer la parole sur les campus

Québec a déposé un projet de loi sur la liberté universitaire qui vise à « favoriser les débats » dans un contexte pédagogique, à empêcher la censure et à permettre l'utilisation de tous les mots, même les plus controversés. Enseignants et étudiants sont tout de même invités à agir avec discernement dans le climat de polarisation qui règne sur les campus. Le projet de loi 32, présenté mercredi, obligera les universités à adopter une politique vouée à la défense de la liberté de l'enseignement et de la recherche. Ce mécanisme doit aussi permettre aux étudiants de porter plainte pour des propos ou des comportements de professeurs jugés inappropriés.

Le Devoir

Atteintes graves à la liberté académique en Palestine

L'Université palestinienne Birzeit, en Cisjordanie, s'inquiète d'une nouvelle procédure du ministère israélien de la défense qui entrera en vigueur à partir du mois de mai. Cette procédure permettra à l'armée israélienne de décider quels professeurs et étudiants, et en quel nombre, pourront venir chaque année enseigner ou étudier dans les universités palestiniennes. « Il s'agit d'une violation du droit à l'éducation », selon l'appel lancé par l'Université de Birzeit. À partir du mois de mai, Israël déterminera quels professeurs étrangers seront encore autorisés à enseigner dans les universités de Cisjordanie occupée. L'État israélien limitera également le nombre d'étudiants étrangers.

Le Soir